

## Synthèse du rapport de l'Agence d'objectifs UNSA Éducation



### **Fragmentation du travail et de l'emploi dans les métiers du *care* : effets sur le sens au travail et le rapport au syndicalisme**

Par Saphia Doumenc (Ires), François-Xavier Devetter (Ires) et Arnaud Trenta (Ires)

**Mots-clés :** Fragmentation du travail et de l'emploi, précarisation, tertiarisation, métiers du care, genre, sens au travail, syndicalisme, services à la personne, éducation, AESH, ATSEM, aides à domicile, agents d'entretien.

Parler de la « fin du salariat » semble actuellement largement exagéré. Certains auteurs préfèrent évoquer le « futur du travail » (Carbonell, 2022) tant celui-ci continue de rythmer les temps collectifs. Toutefois, force est de constater que le marché du travail offre une série de contrats « atypiques », pour diverses raisons (contrats courts, à temps partiel, externalisés, intérim, absence de collectifs de travail, etc.). Si des pans entiers de ces contrats sont spécifiquement attribués aux hommes (travail intérimaire dans le bâtiment, la logistique, l'industrie), cette recherche se propose de prêter une attention accrue aux métiers féminisés assignés au bas de l'échelle sociale. Sans s'y réduire, ces activités féminisées sont très souvent associées à ce que l'on qualifie de travail de *care*, c'est-à-dire des activités exercées afin de « prendre soin » du « monde » qui nous entoure (Tronto, 2009), plus largement de se soucier des personnes les plus vulnérables afin de garantir leur survie. Ce travail de *care* englobe des pratiques aussi bien matérielles (nettoyer les locaux, changer des couches, distribuer des repas, etc.) qu'émotionnelle (rassurer, être à l'écoute, se soucier, etc.).

Les métiers occupés par les femmes de classes populaires sont très faiblement rémunérés et largement invisibilisés, participant d'un manque de reconnaissance. Cela s'explique notamment par une certaine conception (encore dominante) ne considérant pas ces activités comme étant des métiers « qualifiés ». En effet, ils s'inscrivent dans la continuité de ce que la

plupart des femmes exécutent quotidiennement et de manière ordinaire au foyer, dans la sphère privée, sans être rémunérées pour cela.

Mais alors que ces activités sont concernées par une faiblesse des gratifications matérielles et symboliques et par une intensification du travail et des pénibilités afférentes, une récente étude pointe que la plupart d'entre elles figurent parmi celles déclarant trouver le plus de sens au travail (Coutrot et Perez, 2022). Plusieurs éléments concourent à placer ces activités au rang de véritable laboratoire d'analyse pour interroger non seulement la manière dont les évolutions des politiques sociales contribuent à déstructurer l'organisation du travail, mais également les espaces de résistances autour des questions du sens au travail et du caractère éminemment essentiel de ces secteurs apparaissant comme autant de leviers potentiels pour le syndicalisme.

Ce rapport s'appuie sur trois enquêtes réalisées auprès de personnels enseignant et non enseignant des écoles maternelles, de personnels d'entretien et de restauration des établissements scolaires, ainsi que d'aides à domicile. Ces différents secteurs d'activité, associés bien souvent aux métiers du *care* permettent d'illustrer empiriquement les effets de la fragmentation des formes d'emploi et du travail sur le sens accordé à celui-ci et les incidences en termes d'engagement syndical.

Un premier chapitre restitue un rapide état de la littérature concernant les activités féminisées et associées aux métiers du *care*, en nuancant un certain nombre d'idées reçues concernant notamment les questions de « travail vocationnel ». Un deuxième chapitre, s'empare du cas des écoles maternelles pour observer la manière dont, au sein d'une unité de lieu, coexistent une pluralité de statuts professionnels. Ce chapitre s'interroge sur les possibles répercussions de cette diversité en termes de collectifs de travail et de possibilités de mobilisations syndicales. Un troisième chapitre prolonge la réflexion sur l'éclatement des collectifs de travail à partir du cas de l'entretien des établissements d'enseignements secondaires (les collèges). L'analyse d'une situation d'externalisation croissante vise à décrire et comprendre les effets de la sous-traitance sur les conditions de travail et d'emploi, le fonctionnement des collectifs de travail et les défis que ces orientations posent à l'action syndicale. Enfin, un quatrième et dernier chapitre explore le secteur de l'aide à domicile. Ce secteur d'activité, en constante évolution depuis plusieurs décennies et répondant à un virage domiciliaire opéré par les pouvoirs publics, se confronte à une certaine souffrance au travail. Pourtant, plusieurs initiatives de mobilisations syndicales ou para-syndicales ont émergé depuis les différents confinements. En effet, ce chapitre révèle combien l'expérience du confinement a permis de mettre en lumière les difficultés déjà présentes mais trouvant, grâce à la visibilité

des métiers dits « essentiels » une certaine légitimité à s'exprimer. En conclusion, nous revenons sur les principaux enseignements de ces enquêtes et sur les défis que ces secteurs posent à l'action syndicale.

Ce rapport revient sur la réalité du travail dans ces secteurs d'activités, ses principales difficultés matérielles et ses faibles rétributions aussi bien en termes de salaires que de reconnaissance. Néanmoins, il présente aussi la manière dont l'atomisation au travail et l'isolement des salariées, s'il les complexifie, n'entrave pas totalement les possibilités de (re)créer du collectif. Les organisations syndicales pour essayer d'organiser ces salariées isolées peuvent par exemple compter sur certaines initiatives situées en dehors du travail (les collectifs de parents d'élèves, les proches aidants, les personnes dépendantes). Les salariées rencontrées sont, pour la plupart, attachées à la défense des services publics d'éducation et de soin. Leurs engagements dans ces métiers à forte pénibilité physique et prenant émotionnellement semblent les engager aussi politiquement dans la défense d'une vision collective et d'un vivre ensemble. Cela se traduit notamment par des engagements syndicaux, voire politiques, et leur participation à des journées de grèves pour la défense de leurs métiers.